

**Syrie - Réponse de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à une question
au gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 12 septembre 2018)

Monsieur le Député,

Mesdames et Messieurs les Députés,

La situation à Idlib est extrêmement grave. Nous sommes à la veille d'une catastrophe humanitaire et sécuritaire considérable. Et ceci d'autant plus que ceux qui se déclaraient être les garants de ce qui s'appelait encore il y a quelques jours la zone de désescalade d'Idlib ne se sont pas mis d'accord entre eux vendredi dernier à Téhéran et que, du même coup, la Turquie se trouve isolée et que, par ailleurs, les premiers combats ont commencé.

C'est une situation très grave face à laquelle la France dit quatre choses complémentaires :

La première, et je le dis ici, l'hypothèse de crime de guerre n'est pas exclue, c'est la France qui le dit, à partir du moment où l'on commence à bombarder de manière indiscriminée les populations civiles et les hôpitaux.

Deuxièmement, il nous faut, là, maintenant, faire en sorte qu'il y ait une mobilisation humanitaire d'anticipation, de prévention - la France y contribue elle-même financièrement - pour être en situation de pouvoir agir en prévention, et donc d'avoir accès aux zones.

Troisièmement, et cela a déjà été dit par le président de la République, et je le dis ici avec beaucoup de gravité, la France est prête à réagir fermement avec ses alliés en cas d'emploi avéré de l'arme chimique par le régime.

Et, enfin, quatrièmement, on sait que Bachar Al-Assad ne voit que l'issue militaire. Nous ne voyons que l'issue politique. C'est ce que nous avons dit hier soir au Conseil de sécurité, c'est ce que dira le président de la République à l'Assemblée générale des Nations unies la semaine prochaine. Il faut cette mobilisation-là pour éviter le pire. Le pire n'est pas encore sûr à condition que chacun prenne ses responsabilités./.